

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

22 AU 28 SEPTEMBRE 1994

N° 967

10,00 F

L'ÉTAT S'OCCUPE DE NOTRE AVENIR... NON A LA DÉMOCRATIE BLINDÉE DE PASQUA !

DEPUIS le mois d'août, une vaste opération de « sécurisation » censée nous protéger d'une supposée menace terroriste a été mise en œuvre. La chasse aux « islamistes » est ouverte ! Coupables de leur faciès, des dizaines de milliers de personnes ont dû subir les contrôles des chiens de garde de Pasqua. Pourtant, l'épouvantail des attentats n'est qu'illusion. Comprenant bien

que quelques islamistes (ou supposés tels), parqués puis expulsés, n'étaient pas suffisants pour donner le change, Pasqua nous a déniché quelques terroristes plus présentables (Carlos et la « tigresse » de l'ETA, entre autres).

L'enjeu est ailleurs — Au-delà de la volonté purement conjoncturelle de flatter une partie de l'électorat, sensible aux thèmes sécuritaires à quelques mois des Présidentielles, les initiatives de Pasqua s'inscrivent dans une logique plus globale. Le prétexte de la lutte contre le terrorisme a été invoqué pour légitimer des mesures liberticides, dont le véritable objectif est de se doter d'instruments juridiques et de moyens policiers permettant de lutter plus efficacement contre les

(suite p. 3)



ETATS-UNIS :
LA PAUVRETÉ
DE MASSE

P. 5
LES ANARCHISTES
CONTRE LE FMI
P. 8

RICHARD GREEMAN, RÉVOLUTIONNAIRE AMÉRICAIN TÉMOIGNE

Echos de Russie

Américain, chercheur indépendant travaillant depuis plusieurs années sur la vie et l'œuvre de Victor Serge, Richard Greeman rentre d'un bref séjour à Moscou où il fut en contact avec le jeune milieu anarchiste.

Tout en ne partageant pas toutes ses opinions, nous pensons que son témoignage contribue à éclairer certains aspects de la société russe d'aujourd'hui.

JE LOGE dans une espèce de dortoir, la Maison de l'étudiant (*dom studenta*), dans la prospekt Verantskova, près de l'université. C'est une tour de vingt-et-un

étages, qui doit héberger près de mille étudiants, parfois avec leur famille. De ma fenêtre, je vois des dizaines de tours semblables, dont un quart sont « en construction », c'est-à-dire arrêtées en cours de construction, incomplètes, vides, entourées de grues géantes et immobiles. C'est mon image de la Russie : un projet inachevé. (Le

mot « projet » en américain signifie précisément « Cité HLM ».)

Le projet n'est pas mal conçu. La Maison de l'étudiant a six ascenseurs, car c'est un village à la verticale. Bien entendu, il n'y en a que deux qui marchent, et encore pas toujours. Ainsi, la veille du départ, que nous fêtons dans ma chambre avec des camarades russes, on est obligé

de faire quinze étages à pieds avec bouteilles de vodka et de bière.

Il y a un personnel énorme : des gardiens (au moins deux ou trois par étage), plus une administration qui ne fout strictement rien. Leur seule fonction semble être d'éteindre l'éclairage du foyer (où trois téléphones, dont deux en service, servent

quelques centaines de locataires) dès dix heures du soir. Personne ne songe à les rendre responsables des ascenseurs ou de leur demander quoi que ce soit. Ce sont les petits espions du ci-devant régime qui n'ont rien à surveiller. Que faire avec... ?

Par contre, le métro est impeccable, et un train arrive toutes

(suite p. 4)

T 2137 - 967 - 10,00 F



NUCLÉAIRE

Superphénix : le coup de la panne ?

LES MAUVAIS coups politiques se pratiquent toujours en période estivale, alors qu'on est plus préoccupé de la qualité technologique des préservatifs que de celle de notre industrie nucléaire.

1994 n'a pas failli à la règle, grâce à deux décrets promulgués coup sur coup — le premier « créant » Superphénix, le second l'autorisant à démarrer — prouvant une fois de plus la puissance de quelques accros du nucléaire contre la logique et l'évidence, et la faiblesse

du gouvernement qui préfère céder à cette mafia plutôt que d'arrêter là les dégâts.

Redémarré officiellement comme laboratoire d'expérimentation sur un dossier qui ne tient techniquement pas debout, le supergénérateur jouit d'avantages juridiques certains : pas de contrainte de production et pas besoin de prévenir en cas de panne, puisque celle-ci est baptisée « expérimentation ».

Conçu, dès le début du nucléaire, pour fabriquer plus de plutonium

qu'il n'en consomme afin d'alimenter nos centrales et les milliers d'autres qui ne manqueraient pas de se construire à travers le monde, Superphénix n'a non seulement jamais réussi une parcelle de ce pari, mais serait maintenant destiné à consommer ce plutonium. Plutonium dont les quantités disponibles sont faramineuses avec le démantèlement des têtes nucléaires des deux grands.

Pendant ce temps, à La Hague, on continue, les yeux fermés, à augmenter la capacité de retraitement, en d'autres termes à augmenter la capacité d'extraction du plutonium créé dans le combustible utilisé.

Les Shadocks, eux aussi, pompaient l'eau qu'ils rejetaient instantanément dans le récipient où ils pompaient... Louons donc cette digne mentalité cartésienne qui fait traiter les antinucléaires d'irrationnels par ceux-là mêmes qui pompent.

Mais les antinucléaires ne se découragent pas, ils continuent leur lutte et n'auront de cesse tant que le nucléaire n'aura pas disparu de la planète !

Les Suisses ont impulsé une action de plainte individuelle en France, que chacun peut déposer dans un commissariat ou poster au Procureur de la République (1) En effet, le nouveau code pénal crée la notion de mise en danger d'autrui. De même qu'un automobiliste roulant en état d'ivresse est passible de sanctions, même s'il n'a pas d'accident, les politiques sont responsables et il n'est pas besoin d'attendre l'accident pour les inculper.

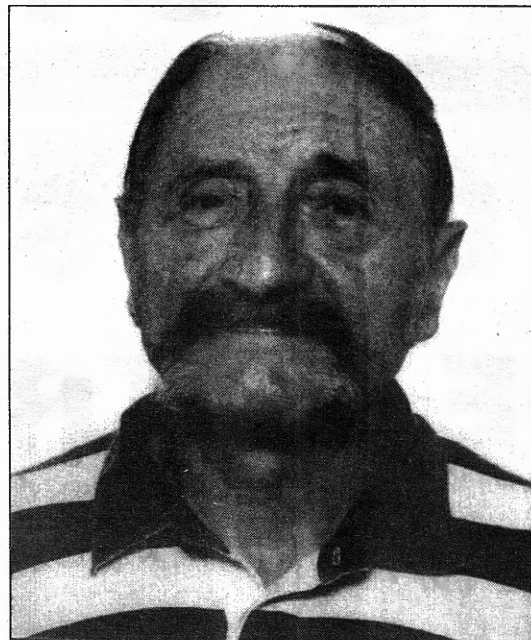
Après l'affaire du sang contaminé et les arrestations de patrons pour corruption, verra-t-on enfin les responsables du nucléaire publiquement dénoncés ? C'est à nous d'y contribuer.

Perline

(1) Pour la plainte exemple et les modalités exactes, continuez à lire le ML.

NÉCROLOGIE

Au revoir à Robert



Au début juillet, nous avons appris le décès (à près de 64 ans) de notre ami et compagnon Robert Guérin. Quelques problèmes de calendrier ont différé cette nouvelle, et bien des militants en seront surpris.

Robert fut un militant dévoué de notre mouvement, toujours disponible et prévenant. Avec quelques copains et syndicalistes de la RATP et des Transports, il réactiva la revue Voie libre.

On le rencontrait souvent à Radio Libertaire où il inaugura l'émission « Le Père Peinard », avec Maurice Joyeux et Paul Chenard. Et lui-même animait une rubrique intitulée « Géopolitique », dont quelques auditeurs ont encore le souvenir.

Secrétaire général de la Fédération anarchiste après le congrès de Perpignan, désolé par des divisions et des accrochages inhérents à la fonction, il s'éloigna doucement du mouvement.

On le retrouve encore comme président de la Ligue des droits de l'Homme dans le 18^e arrondissement de Paris, et puis c'est la retraite.

Bien qu'il fut un « gars des faubourgs », il s'installa, déjà malade, à Mégève. C'est là qu'il repose aujourd'hui.

Ceux qui l'ont connu n'oublieront pas sa gouaille parisienne et son réel respect des autres.

Le groupe Louise-Michel gardera toujours une pensée pour Robert Guérin.

R. Jacomy
(gr. Louise-Michel - Paris)

MARSEILLE

« La Nuit de l'Anarchie »

du lundi 17 octobre à 18 h

jusqu'au mardi 18 à 10 h du matin

Théâtre Toursky

16, passage du Théâtre, 3^e arrondissement

avec

Serge Utgé-Royo, Jean-Marc Lebihan,

Meille (chante Brassens, Ferré et Tachan),

Joe Fallisi (chants anarchistes italiens), Richard

Martin (Poète, vos papiers, textes de Léo Ferré),

films, expositions, tables de presse, repas, buvette...

Entrée : 50 F.

Téléphone : 91.02.58.35/Fax : 91.67.99.64

Radio Libertaire (89.4)

« Raconte pas ta vie » : Retour du Viêt-Nam
samedi 24 septembre, de 20 h 30 à 22 h

Rédaction-Administration

145, rue Amelot

75011 Paris.

Tél. : (1) 48.05.34.08.

FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif

| | France (+ DOM-TOM) | Sous pli fermé (France) | Etranger |
|--------------|--------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| 1 mois 5 n° | <input type="checkbox"/> 35 F | <input type="checkbox"/> 70 F | <input type="checkbox"/> 60 F |
| 3 mois 13 n° | <input type="checkbox"/> 95 F | <input type="checkbox"/> 170 F | <input type="checkbox"/> 140 F |
| 6 mois 25 n° | <input type="checkbox"/> 170 F | <input type="checkbox"/> 310 F | <input type="checkbox"/> 250 F |
| 1 an 45 n° | <input type="checkbox"/> 290 F | <input type="checkbox"/> 530 F | <input type="checkbox"/> 400 F |

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :

145, rue Amelot, 75011 Paris

Directeur de publication :

André Devriendt

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : La Vigie,

24, rue Léon-Rogé,

76200 Dieppe.

Dépôt légal 44 145

1^{er} trimestre 1977

Routage 205 — La Vigie

Diffusion SAEM

Transport Presse

RENDEZ-VOUS

BREST

Le groupe Les Temps Nouveaux tient désormais sa permanence lors de la vente du Monde libertaire, chaque samedi, de 14 h à 15 h, rue du Siam (près des fontaines).

Groupe Les Temps Nouveaux c/o CEL, BP 728, Brest Pilier Rouge, 29277 Brest cedex.

MARSEILLE

Un groupe FA est en création sur Marseille. Il prend le nom de John Cage. Pour le contacter, écrivez aux Relations intérieures (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

MONTPELLIER

Le groupe de Montpellier ouvre un local. Comme toujours, l'argent manque. Il lance un appel à souscription pour pouvoir couvrir les frais d'installation. Envoyez vos chèques à l'ordre de Stéphane Ortega, chez Nathalie Campos, 9, rue Rey, 34000 Montpellier.

PARIS

Les groupes La Villette et Pierre-Besnard (19^e arr.) organisent, le vendredi 23 septembre à 20 h, à l'Espace Jemmapes (116, quai de Jemmapes, 75010 Paris), une projection vidéo (La rue nous appartient, réalisation Michèle Rollin), qui sera suivie d'un débat sur le thème suivant : « Tout ce que vous voulez savoir sur la Fédération anarchiste et l'anarchisme ».

TARN

Un groupe FA s'est créé sur la région d'Albi. Si vous souhaitez le contacter, écrivez aux Relations intérieures (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

YVELINES

Pour contacter la FA dans les Yvelines (Plaisir, Rambouillet, Conflans-Sainte-Honorine, Versailles), écrivez au Collectif anarchiste des Yvelines (CAY) c/o CAP, BP 52, 78371 Plaisir cedex.

L'Etat s'occupe de notre avenir... non à la démocratie blindée de Pasqua !

LA POLITIQUE DE PASQUA

Mise en place de l'arsenal sécuritaire

(suite de la « une »)

mouvements sociaux. Quand le danger du terrorisme n'existe pas réellement il faut l'inventer.

L'année écoulée a vu se développer des mouvements sociaux (marins-pêcheurs et contre le CIP, en particulier) où la confrontation avec les forces policières n'était pas le fait de quelques « casseurs » isolés que l'on pouvait présenter comme extérieurs et opposer aux « gentils manifestants ». Elle a pris, au contraire, le caractère d'une violence sociale de masse, concernant des milliers d'individus, où se sont exprimés le ras-le-bol et la révolte.

Même s'ils n'étaient pas porteurs d'un projet révolutionnaire, ni même d'idées véritables, ces mouvements radicaux sont au moins significatifs de l'éclatement du consensus social.

Dans une société où les mesures d'assistantat (type RMI) ne suffisent pas à faire accepter la misère, où des pans entiers de la population ne se reconnaissent plus dans les partis et délaissent la farce électorale, où les organisations syndicales traditionnelles ne parviennent plus à encadrer les mouvements, l'Etat se dote d'un appareil répressif adapté lui permettant de faire face au danger d'explosion sociale.

Une démocratie blindée ! — En France, dictature militaire ou fasciste ne sont pas encore, heureusement, à l'ordre du jour. Mais, sous son vernis démocratique-libéral, c'est bien plus sournoisement à la mise en place d'une « démocratie blindée » que nous assistons.

Dans le prolongement du climat créé par sa campagne « antiterroriste », destinée à conditionner la population, le gouvernement présentera, lors de la session d'automne du Parlement, sa loi « sécurité » (déjà adoptée par le Sénat, en juillet).

En novembre 1993, Pasqua présentait ainsi l'objectif visé : « Construire une police nationale apte à affronter les turbulences du XXI^e siècle. »

Voici quelques mesures, parmi d'autres, particulièrement significatives, extraites du projet :

— la fouille des véhicules serait autorisée dans un périmètre de 10 kilomètres autour d'une manifestation ;

— les manifestants condamnés pour « violence » seraient contraints de se présenter dans un commissariat lors des manifestations pendant 3 ans. Les étrangers seraient expulsés ;

— la vidéo-surveillance dans les rues et les lieux publics serait légalisée et généralisée ;

— la dotation budgétaire de la police nationale serait presque doublée (16,8 milliards de francs pour 1995-1998 contre 9,8 milliards pour 1990-1994), permettant la construction de 150 commissariats ;

— le pouvoir des préfets et des polices municipales serait renforcé.

Au-delà du fait que ces mesures seront un frein au développement des luttes sociales et rendront plus violente la confrontation avec l'Etat et le patronat, c'est bien à une mutation sociétariaire que nous sommes confrontés.

Mais cette mise en place systématique et légale d'une société de plus en plus totalitaire n'est pas inévitable.

La simple révolte contre l'ordre établi est légitime mais reste insuffisante. C'est de l'expérience collective partagée dans ces luttes que pourra émerger un véritable mouvement social révolutionnaire, porteur de pratiques anti-autoritaires et d'un projet sociétariaire alternatif.

Ne laissons pas à l'Etat le soin de défendre nos « libertés ».

Seule l'égalité économique et sociale dans une société sans Etat permettrait la liberté de tous, indispensable à la liberté de chacun.

Groupes Kronstadt et Déjacque de la Fédération anarchiste (Lyon, le 17 septembre 1994)

GRACE AUX attentats des islamistes algériens, Charles Pasqua n'aura pas eu à chercher bien loin un prétexte pour préparer l'opinion publique à son projet de loi « d'orientation et de programmation relatif à la sécurité. »

Ce texte d'ores et déjà voté par le Sénat avant d'être prochainement soumis à l'approbation de l'Assemblée parlementaire marque une étape de la politique sécuritaire du locataire de la place Beauvau. Les pouvoirs du Préfet de police de Paris sont étendus de l'ensemble du territoire de l'Île-de-France. Il se voit ainsi doté par ce projet de pouvoirs désormais colossaux pour animer et coordonner « les actions de la police — à l'exception de la police judiciaire — et de la gendarmerie en matière de prévention de la délinquance et de la lutte contre l'insécurité. »

Si l'on se rappelle ce que Pasqua entendait par délinquance lors des mouvements anti-CIP cela donne des sueurs froides.

Le texte voté par le Sénat élargit également les possibilités pour les autorités publiques d'installation de

systèmes de vidéo-surveillance. Et ce sans garde-fou digne de ce nom.

Ce qui vise, en fait, à légaliser des pratiques officieuses et déjà, hélas, anciennes. En effet, il est notoire que les sous-sols de la Préfecture de Paris abrite une salle baptisée le « Nautilus » d'où il est possible de suivre en temps réel tout ce qui se passe dans la capitale grâce aux caméras disposées aux points « sensibles » (lieux de manifestations, par exemple) de la circulation. Le millier de caméras aux zooms très puissants, capables de filmer la nuit pour la plupart, et de surcroît orientables ne serait soit-disant utilisé que pour la sécurité routière.

Cependant, comme l'avancent les auteurs de l'excellente enquête publiée aux éditions First Document (1) : « Il faudrait être bien naïf pour croire que les jours de manifestations et de désordre, seuls les policiers chargés de la circulation se retrouvent devant "les murs d'images" de la préfecture pendant que les techniciens orientent et règlent les caméras. »

Autre atteinte aux libertés individuelles, la possibilité prévue par

l'article 13 de ce projet de loi de fouiller les véhicules circulant à proximité ou sur un axe y conduisant, sur instruction du préfet et sous contrôle du procureur. Alors que depuis 1977 les voitures, considérées par la justice comme un lieu privé, ne pouvaient être fouillées que dans le cadre d'une enquête judiciaire. (2)

En attendant, les CRS de Rennes (Ille-et-Vilaine) et de Vélisy (Hauts-de-Seine) expérimentent des armes de type *flash balls*, des fusils de calibre 12 pouvant tirer des balles en caoutchouc ou des chevrotines de même matière. Histoire d'être prêts pour la rentrée sociale (3). Rien de bien méchant, juste de quoi perforer de 1 à 1,5 centimètre la portière d'une voiture lorsque la balle est tirée à 7 mètres de distance.

Christophe (gr. Humeurs Noires - Lille)

(1) *Tous Fichés*, Claude-Marie Vadrot et Louise Gouverne, éditions First Document, p. 148. Prix : 110 F.

(2) Pour plus de détails, consultez *Libération* du 9-10 juillet 1994, p. 2 et *le Monde libertaire* n° 965, p. 8.

(3) *Libération* du 17 juillet 1994, p. 21.

QUESTIONNAIRE BALLADUR

Du CIP aux cons...ultations

Après le formidable mouvement anti-CIP qui avait secoué le pays et sa jeunesse au printemps de cette année, Balladur, toujours prompt à prendre des décisions importantes, avait fait pouffer la France entière en déclarant qu'il enverrait un questionnaire à la jeunesse pour connaître son avis et ses interrogations. Ce questionnaire a été distribué, et j'ai eu le temps de le lire pour vous. Vous échapperez ainsi au déplaisir de décrypter ce document qui ressemble fort à une tromperie.

Le document, un dépliant de dix pages, s'intitule *Faites agir vos idées*. Agir en remplissant un questionnaire, c'est un tour de force que les bureaucrates du Comité pour la Consultation nationale des jeunes nous proposent en accentuant vicieusement la délégation de pouvoir : vous écrivez, nous agissons à votre place... Ça commence bien.

Page suivante, une bafouille de Balladur. C'est gentil, un peu lèche, mais gentil. Dégoulinant de bons sentiments, il évoque pêle-mêle la prise en compte des sentiments de la jeunesse, le sérieux du suivi des réponses retournées, et il y a même des aveux : « *Tout ne pourra pas être fait tout de suite. C'est la société tout entière qui réfléchit sur elle-même, c'est elle qui doit amorcer sa réforme* ». Autrement dit, on vous

consulte, mais de toute façon, ce n'est pas à vous qu'appartient la décision. Et dire qu'il s'en trouvera pour remplir ce questionnaire. Mais la lettre de Balladur est d'une tendresse qui frôle l'amnésie : évoquant l'attention, la compréhension et l'ouverture nécessaire aux aspirations des jeunes, il oublie la répression des manifs anti-CIP, la violence des forces de l'ordre, les expulsions au faciès des Lyonnais, le chantage à l'expulsion pour les grévistes et tout le reste... Les jeunes ont vraiment de la chance d'avoir un premier ministre à l'écoute !

Mais foin de critiques, examinons les questions qui vont permettre à la jeunesse révoltée de faire part de ses sentiments.

Sur 15 rubriques, 4 concernent l'état civil : sexe, situation sociale, lieu d'habitation, situation professionnelle des parents. Il ne reste que 11 questions pour s'exprimer, donc. Il y en a 6 qui commencent par « *Mon opinion sur...* », peut-être pour renforcer la tromperie consistant à faire croire que ce questionnaire est vraiment un moyen d'expression libre. En tout cas, sur ces rubriques « *Mon opinion* », il s'agit de s'exprimer sur les questions formulées par les technocrates gouvernementaux. La réponse est donc canalisée, puisqu'on ne trouve aucune rubrique

« autre réponse ». Et comme par hasard, on retrouve en filigrane des questions ayant trait à des thèmes chers à Balladur et consorts. Exemple, la question 5 : « *Mon opinion sur l'emploi et le monde du travail* ». Les 8 propositions reprennent les options développées par les différents plans de relance de lutte contre le chômage : on trouve fortement suggérés dans ces questions : l'orientation vers l'apprentissage, l'intrusion du patronat-recruteur dans l'enceinte des établissements scolaires, la question de la flexibilité de l'emploi, la mobilité géographique en France et à l'étranger, le pacte social (« *Employeurs-employés : même combat* »)... Bref, la panoplie cousue de fil blanc de l'exploitation d'une main-d'œuvre flexible et prête à se former sans cesse pour répondre aux lois du marché que d'autres contrôlent pour notre plus grand bonheur.

Et puis si vous y tenez, il faut lire absolument le soir au coin du feu, entre amis, la question 2 sur « *Mon opinion sur la famille et les amis* », avec des questions du genre : « *Je souhaiterais plus d'autorité dans ma famille* » (ça va plaire à de Villiers, ça) ou encore : « *Des grands-parents, c'est important pour moi* ».

Que le monde tremble, Balladur nous prépare la France de demain. A coups de questionnaires insipides et mielleux, trompeurs et démobilisateurs. A nous d'expliquer le comment et le pourquoi du boycott de cette vaste duperie. A nous tous d'y opposer l'expression par les luttes sociales, et à la fac comme ailleurs, restons solidaires et combatifs.

Daniel (liaison FA du Gard)

Débat public

« La démocratie blindée : une arme contre les luttes sociales »
samedi 8 octobre - 15 h
à la librairie La Plume Noire
19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon

Nouvelles du front

ALBI-CANTEPAU : 16^e FÊTE ANTIMILITARISTE DU COT

Le Collectif des objecteurs tarnais (COT) vous invite à sa 16^e fête antimilitariste qui se tiendra à la Maison pour tous de Cantepau, à Albi, le samedi 1^{er} octobre. Au programme : ouverture des stands à partir de 17 h, contes (Les Compagnons de l'Autan) à 18 h 30 ; apéro-folk et repas à 20 h et concert à 22 h, avec Hedge Hogs (folk-rock irlandais) et Rose Mary's Babies (rock).
COT, BP 229, 81006 Albi cedex.

Echos de Russie

(Suite de la « une »)

les deux minutes, alors qu'à New York on attend vingt minutes. Autour et dans les stations, on peut acheter pain, fromage, fleurs, légumes, viande... et dans les kiosques vodka, vin, bière d'Allemagne. Tout ça est nouveau. Remarquons que les prix sont très exactement ceux de l'Europe (sauf pour la vodka américaine qui se vend moins cher à Moscou qu'à New York... pour mieux endormir les masses ?). Mais qui achète, autour du métro, une bière ou un pain coûtant 2 000 roubles — le salaire d'une journée ? Ne parlons pas des petites vieilles pathétiques qui y vendent n'importe quoi pour vivre. Elles sont nombreuses, surtout la nuit quand elles essaient d'attraper le voyageur en retard.

Beaucoup de voyageurs portent des bouquets de fleurs, car c'est enfin l'été et c'est un régal. Autre régal, les robes des femmes. Dans le métro, je découvre des Moscovites habillées dans tous les styles — années 60, 70, 80 et 90. Elles sont toutes plus belles que les autres, fières et hautes en couleurs. Comment font-elles ?

Plus tard, lors d'une averse, je m'abrite dans une boutique de mode et suis tenté par une petite jupe en coton que je veux offrir à ma fille. Je regarde le prix à travers mes lunettes embuées : 26 000 roubles. Ça doit faire dans les 13 dollars. J'essuie mes lunettes, c'est 260,00. Et le prix — comme tous les prix dans cette boutique — est en dollars ! Et la boutique est bondée à trois heures de l'après-midi. De même les restaurants où la bouteille de champagne commence à 100 dollars.

Ces nouveaux riches ne songent qu'à afficher leur luxe, et comme leurs richesses proviennent de la spéculation et du vol simple plutôt que du travail ou de l'investissement productif, ils ne songent pas à économiser. La nouvelle idéologie, comme la vieille, se veut éternelle et récrit l'histoire à sa façon. On exhibe la « Roll Royce de Lénine » pour prouver que celui-ci partageait les mêmes valeurs que les nouveaux nomenklaturistes capitalistes, mais hypocritement, en cachette. Le faux est patent, car le raisonnement ne tient pas debout. A

quoi bon posséder une Rolls si on ne peut pas rouler dedans et impressionner autrui ? En tout cas, nous savons par des témoins dignes de foi que les bolcheviks, quels que soient leurs défauts, ne songeaient pas à s'enrichir et ne possédaient strictement rien. Victor Serge raconte sa dernière rencontre avec Karl Radek (pourtant un roublard) le jour où ce dernier est expulsé de son appartement du Kremlin en 1927. Radek essaie de lui vendre quelques livres, son seul bien, et ironise sur l'argent qu'il aurait fallu

« Remarquons que les prix sont très exactement ceux de l'Europe [...]. Mais qui achète... ? »

voler. D'ailleurs, on n'a qu'à regarder les photos : Lénine porte le même costume en 1923 qu'en 1917. Comme cela ne se voit pas, on lui attribue une Rolls...

J'arrive à Moscou le même jour où Soljenitsyne débarque à Vladivostok. Je trouve géniale son idée de rentrer en Russie par le Transsibérien, en s'arrêtant en cours de route pour rencontrer le peuple. C'est quelqu'un qu'il faut écouter. Hélas, la presse russe essaie de le marginaliser. C'est comme une campagne médiatique. Soljenitsyne ne sera plus « à la page ». Il ne « comprendra » pas... Evidemment, je ne partage pas sa position politique. Peu importe, c'est une grande intelligence, une force morale. Il prêche le repentir aux bourreaux staliniens rebaptisés capitalistes, qui s'enrichissent tout en continuant à tyranniser.

Dans une gare d'autobus, j'attends sous la pluie pour partir à Mendelevo, ville située sur la route de Léninegrad. Un Moscovite s'offre pour me montrer mon arrêt et partager son parapluie, car je suis trempé. Alexeï parle parfaitement anglais, car il a fait deux ans de « coopération » en Afrique. Il est chimiste. On cause. De Soljenitsyne, de tout. Je lui demande ce qu'il pense des changements, « du bien et du mal ». Le bien, c'est qu'il n'est pas obligé



d'assister à des réunions d'éducation politique interminables et répéter des bêtises. On respire. On peut parler. « Vous ne pouvez pas vous rendre compte de ce que c'est. » Il a raison. « Mais encore ? », dis-je pour l'encourager. Il ne trouve rien de plus côté bien, mais il veut espérer. Son pouvoir d'achat a baissé de 70% — il est professeur, comme moi. Comment vit-il ? Ce maigre intellectuel doux et ironique au front élevé ne répond pas. On arrive à Mendelevo. Il m'invite chez lui à prendre le thé. Je remercie, on m'attend, je descends. Pendant toute cette longue conversation, je fixe les manches de son imperméable usé, qui sont sales, sales...

Longue promenade de nuit avec le jeune Kirill Buketov, qui me montre les sites anarchistes de Moscou. On passe devant l'école publique 123 où Kirill était président des Komsomols en 1988, à l'époque où Eltsine était chef de Moscou et faisait figure de « démocrate ». Eltsine était alors célèbre pour ses manières populaires : les visites improvisées où il serrait la main aux passant et les interrogeait sur leurs problèmes, comme un vrai politicien de Chicago. On en annonce une pour demain à ladite école 123, où il y avait une forte présence du KGB. Des hommes en complet vont jusqu'à laver laborieusement chaque pavé de la petite ruelle, car le grand démocrate ne doit pas salir ses chaussures. Le lendemain arrive, mais pas Eltsine, qui aura décommandé. Une radio fait une interview des étudiants, en leur demandant de s'exprimer. L'émission n'a pas non plus lieu : encore le KGB.

Entre deux réunions, Alexandre Buzgalin, du Parti du Travail, organise un piquet place Pouchkine en faveur des droits de l'Homme et à la mémoire d'une révolte ouvrière datant de 1963. C'est un homme paisible et ironique qui se multiplie comme

un diable, organisant congrès, colloques, voyages, visites. Nous nous retrouvons à une soixantaine, avec des bannières. On distribue des tracts. Buzgalin parle avec sincérité. Les passants, indifférents, ne s'arrêtent pas. Mais il y a des caméras de la télévision et nous nous verrons aux informations du soir. Ça me rappelle les piquets de grève de chez nous.

Aux alentours, un gros bonhomme d'une cinquantaine d'années harcèle les manifestants : « Les étrangers hors de chez nous ! ». Quand j'ai compris, je l'interpelle, hors de moi, en insistant pour que les camarades traduisent. Moi : « Mais ça fait trente ans que je suis un militant révolutionnaire aux Etats-Unis et qu'on me dit de rentrer en Russie. Eh bien, me voici rentré, et je t'emmerde. » Lui : « Moi aussi, je suis communiste depuis trente ans, et c'est l'Internationale qui nous a foutus ! » Je comprends qu'il parle des Juifs. On nous sépare. Je rejoins les nôtres. La statue de Pouchkine nous bénit à tout moment. Je fixe les traits marqués de négritude du plus grand poète russe...

« ...depuis 1993, les thèses sur la libération nationale s'appliquent à la... Russie ! »

Boris Savin, de la Pravda, ex-membre du Comité central, ex-directeur des Archives de l'Institut Marx-Lénine, m'explique comment il faut m'y prendre pour réussir mes recherches dans les archives du Parti. C'est un costaud d'une belle cinquantaine, aux cheveux argentés, au beau complet à la coupe italienne : l'image des bonzes syndicaux de l'AFL-CIO de chez nous. Je dois comprendre que je n'arriverai à rien de front, mais qu'il faut s'entremettre auprès des gens bien placés à l'intérieur en buvant

de la vodka avec eux et en faisant de vagues promesses.

Pendant qu'il parle, je lui verse coup sur coup quatre verres de vodka et nous trinquons, mon bras sur ses épaules. Il a envie de voyager. Je lui demande de me donner son curriculum vitae afin que je le fasse inviter à Harvard ou à Princeton. Il me donne son numéro personnel et me promet de téléphoner dès ce soir au collègue qui va m'ouvrir la bonne porte. Se rend-il compte que je suis sa méthode à la lettre et que ça marche ?

J'assiste au congrès de la Gauche démocratique, organisé par Buzgalin. Il y a des académiciens, des représentants du Parti du Travail et de trois partis communistes, des syndicalistes, quelques parlementaires de l'opposition. On cherche une plate-forme commune. Il s'agit de faire front contre les nationalistes. Mais il me semble que ces socialistes s'appuient sur les ex-communistes qui eux s'appuient ouvertement sur le nationalisme. Ainsi, j'entends notre ami Boris Kagarlitsky prôner sa nouvelle théorie : depuis 1993, les thèses sur la libération nationale s'appliquent à la... Russie ! Pendant que Kagarlitsky parle, deux gros bonshommes chuchotent de bouche à oreille. J'entends distinctement échapper le mot « Yid » (Juif).

On vend Mein Kampf et Les Protocoles des Sages de Sion dans toutes les rues. Mon collègue écossais Hillel Ticktin a failli se faire écharper en voulant photographier un meeting antisémite. Les antisémites sont majoritaires dans le Parti des communistes que mon grand ami Boris Savin veut récupérer au nom du marxisme humaniste. Ce n'est pas le moment de faire du suivisme, et c'est une femme, Galina Rakitskaya, qui seule ose le dire dans cette assemblée.

Le thème du colloque de Buzgalin, c'est « La Crise de la théorie marxiste ». Mais seule la théorie marxiste — je parle

NOUVEAUTÉ

Gaetano MANFREDONIA

« La lutte humaine.

Luigi Fabbri, le mouvement anarchiste italien et la lutte contre le fascisme »

éditions du Monde Libertaire

Prix : 110 F

(ajoutez 10% de frais de port)

ETATS-UNIS

La pauvreté de masse

Le texte suivant, traduit de *Collective Action Note* (Baltimore, Etats-Unis) et repris par *Umanita Nova* (organe de la Fédération anarchiste italienne), nous présente les aspects de la société américaine volontairement ignorés par les médias européens. Loin de Disneyland, d'Hollywood, il nous montre le degré de pauvreté atteint dans les grands centres urbains, il

préfigure le devenir à court terme d'une partie de notre société. Le développement des Restos du Cœurs, le retour de l'abbé Pierre, le contrôle renforcé des chômeurs, les effets pervers de la décentralisation, l'aménagement du territoire cher à Pasqua... sont dans la société française les prémices à ce type de situation à l'américaine.

évidemment du marxisme intelligent, honnête de Trotsky, de Victor Serge et de bien d'autres socialistes indépendants — a pu prévoir l'effondrement du stalinisme totalitaire et entrevoir la privatisation par la nomenklatura. La crise dont il faudra parler, c'est celle des intellectuels ex-staliniens qui veulent rester dans l'appareil coûte que coûte et qui veulent, en même temps, s'afficher « socialistes » tout en niant le marxisme et la classe ouvrière.

On me donne la parole pendant dix minutes durant l'assemblée générale. Je choisis comme sujet « Que ne pas faire », que je résume en deux phrases, sur la base de notre expérience du capitalisme occidental : 1) Ne pas se fier au crétinisme parlementaire ; 2) Ne pas se fier à la bureaucratie syndicale.

J'explique qu'il me semble que la Russie se trouve dans une situation unique dans l'histoire : depuis deux ans, personne n'est effectivement propriétaire des moyens de production. Ces moyens, les mafias sont en train de les piller et de les vendre aux étrangers, alors que les travailleurs dans les entreprises se croyaient en être légalement les propriétaires de par leurs « collectifs ». Par ailleurs, depuis deux ans, il n'existe ni régime légal ni pouvoir politique hégémonique en Russie. Pourquoi donc les ouvriers ne feront-ils pas valoir leurs droits sur le patrimoine national qu'ils ont construit ?

Je raconte que j'ai vu à la télévision des ouvrières qui ont essayé de saisir leur entreprise avant que le directeur ne vende toutes les machines à son seul profit. Je demande si les directeurs peuvent compter sur la troupe pour les expulser, comme c'est la règle en Occident. Car l'armée russe est hyper démoralisée, et il s'agira d'envoyer des adolescents en uniforme contre leurs mères et leurs sœurs ouvrières. « *Est-ce que Ivan tirera sur Natacha ?* »

Evidemment, c'est une situation unique, et qui ne peut pas durer. Je demande donc qui, dans la « classe politique », défend les intérêts des 150 millions de travailleurs russes ? Je veux savoir quel journal exprime leurs aspirations, leur donne la parole ? Quel parti se met à leur service ? Quel syndicat ose reprendre leurs revendications et organiser leurs grèves spontanées qui se multiplient au lieu de leur dire de rentrer à la maison et attendre que « les autres soient prêts » — comme le conseille la Confédération des syndicats indépendants ?

Silence embarrassé. Quelqu'un m'explique que la propriété nationale a déjà été distribuée par le gouvernement sous la forme de bons permettant à chaque citoyen d'acheter les actions des entreprises privatisées. Je réplique en demandant si la valeur de ces bons permettra à chaque actionnaire de s'acheter un seul repas dans un restaurant coopératif de Moscou aux prix d'aujourd'hui. Quelques rires sont étouffés.

Mes dix minutes se sont écoulées. On ne me répondra pas. Evidemment, j'ai mal choisi mes interlocuteurs.

Mes jeunes copains trotskystes et anarcho-syndicalistes comprennent mes questions, mais ils sont pour le moment totalement isolés des masses. Kirill Buketov, de l'ex-KAS-KOR, est obligé de reconnaître que j'avais raison de lui dire en 1991 que l'argent de l'AFL-CIO américaine représentait un grand danger (1). Voilà six mois que les militants de la KAS-KOR sont privés de leur journal ouvrier et de leur émission radiophonique grâce aux machinations du syndicalisme américain. Quant à « Ivan » et « Natacha », Kirill expose un fait très grave et de longue portée : la privatisation des forces armées. Déjà les « entreprises de sécurité », armées privées au service des patrons, représentent un effectif qui correspond à 15% de l'armée régulière. On se souvient des briseurs de grève de Ford et Carnegie aux Etats-Unis et des Freikorps allemands. Le moment d'agir est-il déjà passé ?

De toute façon, on n'arrivera pas à construire le capitalisme en Russie. On peut, oui, introduire le marché du travail avec le chômage et la misère. On peut libérer les prix, dévaluer le rouble et ruiner les salariés et les retraités. On peut très bien s'enrichir en volant et en revendant les matières premières et les valeurs déjà créées. Mais sans une législation commerciale, le respect des contrats et des investissements sérieux (qui viendront d'où ?), le capital russe ne pourra pas se développer. D'ailleurs, si la mafia domine le monde des affaires, c'est qu'elle représente le seul moyen de faire respecter un contrat commercial et qu'elle est moins corrompue que la police.

Il n'y a pas très longtemps, des marxistes pessimistes disaient qu'il faudrait attendre que le capitalisme s'installe en Russie pour de bon avant que naisse un nouveau prolétariat socialiste prêt à le combattre. Si mes observations sont valables, ce sont des optimistes. Car ce n'est pas à l'époque de la désindustrialisation que le capitalisme se développera dans un pays sans structures commerciales et d'ailleurs super industrialisé.

Quelque chose doit arriver, mais quoi ?

Je m'arrête là, hélas, sur un point d'interrogation inquiète. Je reste, comme disait Gramsci, pessimiste par la raison, optimiste par la volonté.

**Richard Greeman
(Moscou, juin 1994)**

(1) Les fonds de l'AFL-CIO destinés à « soutenir » des organisations syndicales dans le monde) représentent la moitié du budget de l'organisation. On sait que cet argent provient surtout des services du gouvernement américain, dont la CIA. L'AFL-CIO est aujourd'hui très active en Russie, où elle a créé divers organismes qui cherchent à contrôler les nouvelles organisations syndicales (dont le Syndicat indépendant des mineurs) et à acheter leurs dirigeants.

S'IL EXISTE un symbole de la violence américaine des dix dernières années, c'est sans doute l'expansion dans toutes les grandes villes des cantines et dortoirs populaires. Traditionnellement, les cantines populaires apparaissent comme le signe de l'augmentation de la pauvreté des secteurs les plus défavorisés, particulièrement des personnes vivant du Welfare (assistance publique). La nouvelle pauvreté a augmenté, et est de plus en plus visible. S'il fallait s'en tenir au dernier recensement, le nombre de ceux qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté est passé de 25 millions en 1980 à 37 millions en 1992. Dans les années 70, le salaire minimum en dollars, en tenant compte de l'inflation, a diminué de presque 22%. Un rapport de la mairie de New York, rédigé en 1992, précisait que presque 1% de la population de la ville avait passé au moins une nuit dans les dortoirs populaires l'année précédente. Des données semblables ont été fournies par une autre grande ville, Philadelphie. Ces données nous offrent ainsi une idée du nombre considérable des sans-abri et des marginaux qui vivent dans le centre des grandes cités modernes. Pour pouvoir répondre à cette situation, les autorités américaines ont augmenté les formes de répression de la mendicité et ont autorisé la création de corps de police privée (souvent en collaboration avec les principales sociétés industrielles et commerciales), des polices financées par des impôts spéciaux, dont le rôle principal est de maintenir « l'ordre et la sécurité » dans les quartiers du centre (ceux où se déroule la vie commerciale et financière) et de réprimer les sans-abri. En effet, après les années 60, un nombre record de pauvres a envahi les registres du Welfare, mais cet énorme accroissement des bénéficiaires a été soigneusement caché par la presse et les autres moyens d'information. Le principal résultat de ce phénomène a été que les personnes souhaitant lutter contre cette situation n'avaient qu'une vue partielle des choses, et agissaient de façon individuelle sans qu'il n'ait pu se construire des

organisations spécifiques. Hormis une seule exception : le mouvement Welfare Right. Les luttes de protestation et les formes d'agitation, même les plus spectaculaires, sont dans ce contexte restées marginales et sans grands résultats. L'augmentation considérable des bénéficiaires du Welfare a fini par mener à la faillite les administrations municipales (et a aussi contribué à la crise fiscale des Etats-Unis), particulièrement dans les grandes villes comme New York. Dans la période la plus récente de ces vingt dernières années, des coups

civile et la communauté apparaît ironiquement vers les années 60. Récupérer et décentraliser deviennent les mots clés de la politique sociale de l'Etat (démagogiquement l'Etat prétendait vouloir libérer la communauté des obligations impersonnelles et bureaucratiques du secteur publique), ironiquement car ce transfert vers la communauté se fait à un moment où celle-ci s'est réduite jusqu'à disparaître complètement, laminée par deux décennies de restructuration économique. Les communautés mythiques à qui transmettre les responsabilités et des services toujours plus inefficaces n'existent plus. Les groupes locaux qui, dans les années 60, ont servi d'intégrateur entre Etat et quartier et qui souvent servaient de soupape de sécurité aux protestations individuelles et aux problèmes locaux, sont en voie de disparition. Personne ne participe aux réunions et personne ne semble avoir aucun autre intérêt que ses propres questions. Aujourd'hui, et ceci est surtout valable pour les ghettos, les individus refusent de se consacrer complètement à quelque chose de social. Les cantines populaires et les dortoirs deviennent ainsi la partie immergée de l'iceberg, qui montre l'aggravation des conditions de vie pour les plus précaires parmi les travailleurs américains et les chômeurs de longue durée. Alors que les services sociaux (Welfare) ont perdu tout pouvoir légitime dans

(Suite p. 6)

« Récupérer et décentraliser deviennent les mots clés de la politique sociale de l'Etat... »

très durs ont été portés aux services sociaux, ainsi des dizaines de milliers de pauvres ont été expulsés du Welfare. Certains Etats, pour parvenir à cet objectif, ont limité le droit au Welfare aux célibataires, et la plupart de ceux-ci ont introduit de sévères restrictions quant à son obtention. Les organisations charitables ont ainsi pris la place de l'Etat, si bien qu'aujourd'hui elles sont submergées par des demandes qui sont de loin supérieures à leurs possibilités. La volonté de l'Etat de transférer le plus possible de dépenses sociales vers la société



les vingt dernières années, le spectre des affamés dans le pays le plus riche du monde fait encore vibrer sensiblement l'opinion publique. Pendant les dernières fêtes de fin d'année par exemple, les médias ont été remplis d'appels à la charité envers les plus pauvres, et ils demandaient que l'on soutienne les associations caritatives qui se sont substituées à l'Etat.

Un autre aspect de cette spectaculaire augmentation des cantines populaires est la disparition de la honte d'y être vu, et de la charge négative qu'elle entraînait il y a une dizaine d'années. Beaucoup de personnes y vont maintenant par habitude, car c'est une façon pour elles d'augmenter leurs gains, toujours plus maigres, et de récupérer ainsi sous une autre forme des choses qu'elles n'ont plus la possibilité d'acheter. Ils sont nombreux ceux qui, avec l'argent qu'ils économisent en fréquentant ces cantines, achètent d'autres biens de première nécessité et/ou de l'alcool et de la drogue. Dans les queues des cantines populaires, on retrouve presque une atmosphère de gaieté : les cantines sont devenues une alternative pour rencontrer d'autres personnes, pour se socialiser. C'est avant tout une nouvelle façon de consommer très personnelle, mais aussi une approche très différente de l'habituelle approche des institutions charitables. Les personnes qui fréquentent ces cantines reconnaissent sans problème ces faits. Pour les populations des secteurs les plus pauvres des ghettos, fréquenter ces cantines devient une façon collective d'organiser sa survie au-dehors et contre le système. Elles y apprennent à mendier, seule façon pour elles d'obtenir les biens qu'on leur nie.

Collective Action Note
(Baltimore)

CALIFORNIE
Food to homeless people
(Nourriture pour les sans-logis)
United Anarchist Front
P.O. Box 1115 Whittier,
CA 90609, Etats-Unis

ITALIE

Pourquoi la Foire de l'autogestion ?

LES EXPÉRIENCES qui se sont développées dans les dernières années ont permis de vérifier que la gauche institutionnelle ou institutionnalisée est complètement incapable (que ce soit sur le plan théorique ou sur celui de l'application pratique) de répondre concrètement aux besoins et aux revendications des gens. Le rugueux débat autour du thème du fédéralisme, l'utilisation de phraséologies de la part de groupes politiques qui n'ont rien à voir avec les contenus de celles-ci, la recherche continue et quoi qu'il en soit de se mettre en avant en tant que « nouveauté » pour cacher ses propres vieilleseries, voilà le cadre général dans lequel ont fermenté les expériences et mouvements qui, au fil des ans, ont commencé à redéfinir, dans la pratique et avec un développement autogestionnaire, de nouvelles façons de s'affronter aux nécessités que le quotidien impose. Ainsi sont nées des activités artisanales, agricoles, de services, de loisirs, utilisant une technologie moderne ou reproduisant des modes de production plus traditionnels, mais ayant toujours comme finalité une effective autogestion de son propre travail et de sa propre vie. Centres sociaux, banques alternatives, écoles autogérées, maisons occupées, coopératives de production ou de consommation, auto-productions musicales... sont quelques-unes des entités qui ont fait leurs la méthode de l'autogestion.

Dans les années 80, ces pratiques se sont distinguées par un refus de dimension « projectuelle » et politi-

que, à laquelle elles ont opposé une espèce de minimalisme que l'on peut résumer par la formule : *small is beautiful* (ce qui est petit est beau). Les années passant ces entités ont commencé à se rendre compte que de se renfermer dans sa coquille ne servait à rien ; de fait, le risque est

« On a cherché à sortir péniblement de la marge... »

celui d'une progressive implosion qui annule ou dénature les expériences, cédant ainsi le terrain aux mécanismes éprouvés du marché et du profit (ou simplement de l'extinction). Ainsi s'est mise en place une longue et pénible démarche (aujourd'hui encore, à ses prémices) de confrontation avec les expériences similaires ou caractérisées par le même cliché autogestionnaire. Et de cette manière ont débuté les premiers échanges, se sont développés les contacts ; on a cherché à sortir péniblement de la marge, d'une sorte de ghettoïsation dans laquelle la société dominante a essayé et essaie encore volontiers d'enfermer ces réalités, consciente que l'énorme portée des concepts exprimés et la richesse « projectuelle » peuvent, à la longue, mettre en crise la modalité organisationnelle de l'Etat, ce qui révèle en soi une fragilité et une toujours plus nette incapacité à répondre de façon acceptable aux demandes des gens du commun.

Ainsi, après une rencontre qui s'est tenue à Bologne ces derniers mois, on a pensé à essayer de vérifier concrètement les potentialités d'un mouvement extrêmement divisé et contradictoire, mais aussi plein d'élan et de potentialités. C'est-à-dire qu'on a pensé que la valorisation de cet échange, d'expériences concrètes comme d'élaborations abstraites, serait qu'il puisse fournir un nouveau ressort et stimuler d'autres occasions d'échanges et d'élargissements de ces expériences. Du reste, si la crise de l'économie (et par dessus tout de l'emploi) met en évidence l'incapacité du capitalisme à répondre aux nécessités premières d'une grande part de la population de la planète ; si les réponses qui sont fournies sont toujours plus caractérisées par l'usage de la contrainte, s'il est évident que tout cela peut venir de

l'extrême faiblesse de la riposte, alors il nous semble que le moment est venu de commencer à créer des occasions de dialogue entre les différentes manières de voir de l'univers autogestionnaire.

En substance, l'ambition qui nous motive est celle de développer un milieu dans lequel puisse être mis concrètement en contact les différentes entités, dans lequel puissent naître et croître des occasions de confrontations sur le fascinant mais difficile terrain des utopies concrètes. Construire une aire de communication est un premier pas, un passage nécessaire pour qui veut sortir de la marginalité des ghettos dans lesquels on voudrait nous confiner, contribuant à l'ouverture de nouveaux espaces politiques et sociaux de coopération et d'échanges non marchands.

Fédération anarchiste de Milan

ITALIE
FOIRE DE L'AUTOGESTION
Alessandria (Piémont)
les 23, 24 et 25 septembre
Centre social occupé autogéré
Forte Guercio, via Don-Bosco, 63

Début de la foire :
le vendredi 23, à partir de 10 h

Renseignements : Salvatore : 19-39-131.50.71.97 (camping sur place)
Souscription en soutien : mandats internationaux à envoyer à l'Associazione l'Antistato, corso Palermo, 46, 1152 Torino.

Associations

BOURGES : CONCERT DE SOUTIEN AUX ANTIFASCISTES EMPRISONNÉS A BERLIN

Emmetrop, Est-qui-Libre et Crash Disques présentent « Fiesta y Lucha », concert de soutien aux antifascistes emprisonnés à Berlin (cf. ML n° 966), avec : Disaster Drop (rap hard-core - Paris), Verbal Attack (hip hop - Bourges) et Raymonde et les Blancs Becs (trashamuffin - Paris), vendredi 30 septembre à 20 h 30, salle **Germinal, 22, rue H.-Sellier, à Bourges**. Entrée : 50 F.

Renseignements auprès de « Est-qui-Libre », BP 402, 18007 Bourges cedex ou au 48.50.38.61.

Branchez-vous également sur Résonance (96.9 FM).

LILLE : FORUM-DÉBAT DU CENTRE CULTUREL LIBERTAIRE BENOÎT-BROUTCHOUX

Le samedi 8 octobre, à 14 h 30, le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux co-organise (avec le concours du groupe Humeurs Noires

de la FA et de la CNT) un forum-débat sur le travail, le chômage et le salariat. Ce forum sera animé par Jacques Toublet (militant de la FA), Alain Bihl (sociologue), Daniel Biro (CNT-AIT), Raphaël Romnée (de la revue *Alternative syndicaliste*) et Fernand Jounieaux (du Mouvement pour l'autogestion distributive).

Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage (M° Fives), 59800 Lille. Tél./fax : 20.47.62.65.

PARIS : « SOLIDARITÉ RÉSISTANCE ANTIFA »

SRA, comité de soutien fondé à Paris le 26 avril, s'est donné pour objectif de soutenir les antifascistes emprisonnés et de relayer sur la France les initiatives du comité de soutien existant à Berlin. SRA est composé de l'OCL (Paris), de la CNT/FAU, de quelques Mordicants et Quilombas, de Ras l'Front, de l'APAD et du SCALP-Reflex. SRA propose les initiatives suivantes : un bulletin

d'information ; des lettres-type de protestation contre les conditions de détention des antifascistes emprisonnés à envoyer au parquet ; des fêtes de solidarité et des rassemblements de solidarité et de protestation devant des lieux symboliques.

SRA, 21^{er}, rue Voltaire, 75011 Paris. Fax : 40.24.08.52.

LILLE : APPEL A SOUSCRIPTION DE « SABOTAGE »

De la polis athénienne à la Commune des communes, lieu d'actives revendications sociales et lieu de forte aliénation... « La Cité ».

Villes, quartiers, communautés, squatts et autres alternatives, pourquoi est-il essentiel aujourd'hui de s'y investir, et comment ? Qu'y détruire, que construire ? Quels liens organiques, quotidiens entre les individus y sont encore préservés, lesquels peut-on encore créer ?

Urbanisme, capitalisme, Etat, écologie, actions sociales... seront quelques axes selon lesquels nous

envisageons d'aborder ce sujet dans un documentaire vidéo, qui sera centré autour d'une rencontre au printemps 1995 avec Murray Bookchin, dont il est inutile de souligner l'importance dans le domaine de l'écologie sociale, et plus généralement dans les pensées écologistes et anarchistes.

Pour la réalisation d'un tel projet, pour lequel nous voulons éviter le traditionnel système capitaliste de production, nous avons besoin de votre aide. Pour tout soutien financier, vous pouvez envoyer vos chèques à l'ordre de ADCL à : « Sabotage » c/o **AKTION, CCL Benoît-Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille.** Et pour plus d'informations, n'hésitez pas à nous écrire.

TOURS : « UTOPIA ! », UN CAFÉ ASSOCIATIF EN PROJET (RAPPEL)

« Soyons acteurs ou actrices de nos vies ! ». Les libertaires de Tours (dont les militants FA) projettent l'ouverture

d'un café associatif. « Cet espace manque à Tours, créons-le ensemble », pour ce faire, il est demandé un soutien financier (chèque à l'ordre de S. Lecouffe).

« Utopia ! », 3, rue Jules-Charpentier, 37000 Tours.

A PROPOS DE JEAN BARRUÉ (RAPPEL)

En août 1989, mourait Jean Barrué, une éminente figure du mouvement anarchiste et syndicaliste français. Deux de ses amis, se proposant de rassembler en vue d'une publication des textes et des documents (articles, lettres, témoignages, souvenir...) en langues française et allemande, susceptibles d'illustrer sa vie, ses idées et ses combats, font appel à tous ceux qui désireraient contribuer à leur entreprise.

Prière d'écrire au Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA), qui transmettra. **CIRA, 24, avenue de Beaumont, CH-1012 Lausanne, Suisse.**

LITTÉRATURE « GRAND SERBE »

L'imposture de Dobrica Cosic

DANS UN OUVRAGE récemment publié (1) et dans une lettre ouverte à Jacques Delors, Dobrica Cosic, le père spirituel de l'idéologie nationale serbe contemporaine, se proclame « *écrivain d'orientation humaniste et libertaire* » et évoque les traditions libertaires du peuple serbe.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que Dobrica Cosic, qui a été président de la fédération yougoslave (réduite à la Serbie et au Monténégro), a une bien étrange conception de l'humanité et de la liberté. N'a-t-il pas déclaré, le 26 mars 1992, à l'attention du congrès des intellectuels serbes qui s'était déroulé en Bosnie que : « *Nous, les Serbes, les Musulmans et Croates, eu égard aux expériences historiques et à l'état de nos rapports réciproques, nous devons nous scinder et nous délimiter le plus justement possible afin d'écartier les raisons de nous haïr et de nous entretenir pour demain pouvoir nous unir avec le moins d'obstacles possibles dans tout ce qui nous est mutuellement raisonnable et profitable.* » (2) Pourquoi décréter que les gens des différentes nationalités yougoslaves ne peuvent plus vivre ensemble ? Cosic qui s'oppose au qualificatif de nationaliste qu'on lui attribue ne pouvait faire plus claire concession

au nationalisme et entériner sa logique d'exclusion, de division et de partage. Les gens ne vivaient-ils pas en bonne entente ? Qui les a divisés, a diffusé la haine de l'autre ? L'ensemble de la classe politique yougoslave détient une grande responsabilité et celle de la Serbie est d'autant plus grande qu'elle a fait le choix des armes. Or, Dobrica Cosic ne voit des coupables et des responsables que hors des frontières de la Serbie. Et de nous ressortir la thèse ou l'explication du complot du Vatican, du Komintern, des séparatismes croate, slovène, albanais contre la Serbie et le peuple serbe. Cosic a beau lier la question nationale serbe à la question démocratique, il ne nous convainc pas tant il est obnubilé et obsédé par le destin historique du peuple serbe. Non, Cosic n'est pas un libertaire car la liberté ne peut reposer sur l'exclusion, sur la légitimation de pratiques guerrières.

Ivan Tomic
(Anarhisticka Borba)

(1) *L'effondrement de la Yougoslavie, positions d'un résistant*, Dobritsa Tchossitch, L'Age d'homme, Lausanne, 1994.

(2) Texte repris dans l'ouvrage de Cosic : *Srpsko pitanje, demokratsko pitanje*, Politika, Beograd, 1992.

ESSAI ANTICLÉRICAL

« Lettre ouverte aux culs-bénits »

François Cavanna - éd. Albin Michel

EN DÉCOUVRANT le titre du livre, le cul-bénit comprend que Cavanna a deux mots à lui dire et déjà il tend l'autre joue. C'est que la quatrième de couverture annonce la couleur : « *En cette fin de siècle aussi calamiteuse que crépusculaire, votre triomphale arrogance, votre crasseux conformisme avaient bien besoin d'un bon coup de quelque chose de dur sur le museau* », avertit d'emblée Cavanna.

Et de prévenir les culs-bénits, les grenouilles de bénitier et autres bouffeurs d'hosties qu'il va les injurier.

Mais très vite, Cavanna avoue son premier péché. « *Le titre de ce livre est un attrape-couillon. Cette "lettre ouverte" ne s'adresse pas aux cul-bénits.* » Ah le fourbe, le salaud ! Le denier du culte dilapidé pour un livre quasi blasphématoire. Car, c'est aux autres qu'il veut causer Cavanna. Autrement dit, à vous et moi. A « [ses] chers mécréants », aux athées et aux libres-penseurs, à tous « *les sceptiques sereins qu'écœure l'épaisse ragougnasse de toutes les prétailles.* »

On nous raconte partout que le siècle prochain sera mystique. On se doute bien en voyant notamment les têtes de prie-dieu de Delors et de Balladur que le futur président de la République sera un calotin pur et dur. Elle est partout la calotte, plus envahissante que jamais. Des gourous du New Age aux charlatans de l'ésotérisme, des tartuffes barbus cachant d'un voile ces visages qu'on ne saurait voir au vieillard pontifiant qui met le nez dans nos fesses, les



Lourdes, 1986 : deux (fausses) nonnes au bistrot, le temps d'un film. Photo Georges Gobet/AFP.

religions, les sectes relèvent le front, arrogantes, intolérantes, imbéciles, ennemies de la raison et de toute vérité, inquiètes devant la moindre étincelle de cette intelligence qui peut devenir explosive (voyez les Torquemada aiguiser leurs instruments de torture contre Salman Rushdie ou Talisma Nasrin).

Il flotte dans l'air putride de cette fin de siècle comme un vieux relent d'Inquisition.

Même s'il attaque plus particulièrement le christianisme qui « *plus encore qu'aucune autre religion, peut-être [...] exalte l'horreur, se vautre dans le morbide, attise la viscérale terreur de la bête humaine devant la mort et la mutilation* », Cavanna s'attaque à tous les gourous, à tous les papes, à tous les ayatollahs. Et les égorgeurs du FIS se retrouveront bien

dans cette dénonciation du christianisme que Cavanna présente comme une « *religion dégoulinante de sang et de larmes [et qui] pue le cadavre* ».

Si Cavanna pousse aujourd'hui ces déterminants coups de gueule et dénonce avec force les dangereux travers des culs-bénits, c'est aussi (et peut-être surtout) pour remuer, alerter et parfois réveiller ceux qui ne veulent pas « *hurler avec les loups [et] bêler avec les ouailles* ».

Cavanna a voulu écrire pour dire à tous qu'il ne fallait pas baisser les bras devant la déferlante de bondieuserie et d'obscurantisme. « *Sachons au moins nous reconnaître entre nous, ne nous laissons pas submerger, écrivons, "causons dans le poste", éduquons nos gosses, saisissons toutes les occasions de sauver de la bêtise et du conformisme ceux qui peuvent être sauvés !* » Des cours de catéchisme, Cavanna n'a rien retenu. Ou plutôt si, et il peut aujourd'hui témoigner du crétinisme des religions. Finalement, le christianisme a du bon. Lisez donc ce livre plein de raison.

Pascal Didier

(1) *Lettre ouverte aux culs-bénits*, François Cavanna, éditions Albin Michel. En vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 78 F (plus 10% de frais de port).

POLITIQUEMENT CORRECT

« La Culture gnangnan »

Robert Hughes - éd. Arléas

La Culture gnangnan, un tel livre, consacré comme l'indique son sous-titre à « *l'invasion du politiquement correct* », aurait pu inquiéter. Ne serait-il pas l'œuvre d'un libéral bien pensant contre les excès d'une certaine extrême gauche américaine ? En fait, l'auteur se revendique d'un antifascisme nettement affirmé et d'un cosmopolitisme respectant les différences culturelles. Même s'il n'a rien d'un anarchiste (loin de là !), Hughes nous donne une analyse éclairante sur le *Politically correct* (ou PC). Il nous montre comment certains universitaires utilisent la culpabilisation (au nom des « *minorités et des opprimés* ») pour instaurer sur les campus américains une terreur

digne du maccarthysme. Plus grave, l'auteur nous démontre, preuves à l'appui, les convergences entre les adeptes du *Politically correct* et l'extrême droite intégriste.

A la censure (parfois puritaine) des œuvres et des auteurs politiquement « incorrects » s'ajoute celle des bigots contre le sexe et la libre pensée. Il en résulte un climat d'interdits et de paranoïa qui pourrait bien s'exporter un jour en Europe...

Yves

(gr. Les Temps Nouveaux - Brest)

N.B. : en vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 110 F (plus 10% de frais de port).

FORUM de la LIBRAIRIE du MONDE LIBERTAIRE
samedi 24 septembre
16 h 30
avec
la revue
« **ITINÉRAIRE** »
pour la sortie
de son dernier numéro
consacré à
Henry POULAILLE

Radio Libertaire (89.4) et la Ligue Justice-Prison
présentent
Les chansons de Roland AGRET et les sketches de Serge LIVROZET
mercredi 28
et jeudi 29 septembre
à 20 h 30
salle Confluences
190, boulevard de Charonne
75020 Paris
Location : 43.84.70.04
Entrée : 60 F

RADIO LIBERTAIRE (89.4)
Prochain enregistrement public
de l'émission
« **En toute mauvaise foi** »
avec Catherine Sauvage,
Bruno (« **Les Oiseaux de Passage** »),
Roland Agret, Patrick Kipper et Kalifa
(animée par Julien et Alain Aurenche,
avec la participation de Dame Guenièvre)
DIMANCHE 25 SEPTEMBRE
de 15 h à 18 h
La Folie en tête,
33, rue de la Butte-aux-Cailles
75013 Paris

LILLE
Radio Campus (106.6)
« **La Voix sans maître** »
(émission animée
par le groupe FA
Humeurs Noires
et le CCL
Benoît-Brouchoux)
vendredi 23 septembre
de 19 h 30 à 20 h 30
Qu'est-ce que
l'antimilitarisme
et l'objection
de conscience ?

Les anarchistes contre le FMI

Cette année se célèbre le cinquantième des organisations de Bretton Woods : GATT, Banque mondiale (BM) et Fond monétaire international (FMI). De leur côté, les organisateurs de la réunion annuelle du FMI et de la BM veulent lui donner cette fois un relief particulier. Elle se célébrera à Madrid au début du mois d'octobre.

Ces institutions sont les instruments dont se dote le capitalisme international pour

maintenir sa domination sur le monde, une domination fondant son privilège sur l'exploitation des trois-quarts de la planète.

Mettant à profit les fastes de la réunion de Madrid, les anarchistes ont voulu réaliser une campagne de sensibilisation populaire. En premier lieu, nous avons rejeté l'invitation à un « forum alternatif » mis en place par des groupes politiques et organisations non-gouvernementales, parce que nous

pensons qu'il n'y a pas d'alternatives possibles aux FMI, BM et organismes similaires. Nous pensons que l'unique option est d'essayer de les détruire et d'entraîner dans leur chute le capitalisme et l'Etat.

Conscients de la nécessité de définir des espaces face aux politiciens et également à l'ignorance de la société quant à ces thèmes, nous avons décidé de joindre tous les groupes de Madrid animés de l'idéal liber-

taire : Fédération anarchiste, Jeunesses libertaires, Femmes libres et des groupes anarchistes non fédérés.

Le résultat fut, après beaucoup de travail, la réalisation d'une campagne de propagande tendant à expliquer ce que sont les institutions de Bretton Woods et, en conséquence, les raisons pour lesquelles nous les rejetons. Pour cela, se tiendront des conférences-débats dans diffé-

rents lieux de la ville, convergeant à la fin en une manifestation de protestation devant la Banque d'Espagne.

Pour appuyer tout cela nous avons édité un autocollant, une affiche, une brochure (dont voici un extrait ci-dessous, NDIR) et un tract donnant les raisons de notre refus.

Alfredo G.
(FA ibérique)

Le rôle néfaste du FMI, de la Banque mondiale et du GATT



ALORS que la fin de la Seconde Guerre mondiale commençait à être envisageable, avec une victoire écrasante des forces alliées, on célébra à Bretton Woods (Etats-Unis) une réunion regroupant les banquiers, les grands financiers et les ministres de l'Industrie des pays les plus riches, et futurs vainqueurs du conflit. Il s'agissait là de marquer les différences entre les pays pauvres (anciennes colonies) et les pays riches (leurs anciennes métropoles).

Le monde, né de l'après-guerre et du Traité de Yalta, serait clairement divisé en deux blocs avec leurs zones d'influence respectives. Peu importait que le capitalisme triomphant soit privé ou d'Etat, ce qui était clair, c'est que tout mouvement d'opposition devait être soumis à cette espèce de gouvernement économique mondial.

Afin de réaliser leurs objectifs, trois organisations furent créées : le GATT, chargé de réguler les

relations commerciales internationales, et qui permet aux pays riches de garder leurs privilèges ; la Banque mondiale (BM), chargée de financer les projets de « développement » dans les pays pauvres (voies de communication, énergie...), pour qu'ils puissent être exploités plus facilement et, à la fin, contracter une énorme dette qui les livre pieds et poings liés aux gouvernements du Premier monde ; enfin, avec la création du Fonds monétaire international (FMI), le capitalisme se dote d'un gendarme monétaire qui impose des mesures économiques drastiques au tiers monde.

Grâce aux institutions de Bretton Woods, la domination capitaliste devenait totale, surtout après l'effondrement de l'expérience du capitalisme étatique.

Ce procédé est très simple : on empêche le développement industriel ou agricole d'un pays, pour qu'il n'y ait pas de commerce rentable (GATT), on dévalorise sa monnaie dans les marchés boursiers internationaux (FMI) et, une fois le pays soumis à la misère, on lui offre des crédits (BM) pour les travaux d'infrastructures nécessaires aux puissances pour maintenir le pays au bord de la banqueroute, avec une balance des paiements vertigineuse.

Il n'y a pas à chercher une alternative à ces institutions. On ne peut leur demander qu'elles fonctionnent avec plus de justice, ni qu'elles aident réellement au

développement des pays pauvres, scandaleusement dans la misère. Cela ne serait pas valable de penser ainsi. Les institutions de Bretton Woods sont l'instrument dont s'est doté le capitalisme international pour continuer l'exploitation et maintenir leur domination mondiale.

L'alternative ? Elle n'est pas dans le tissu social actuel ; la seule issue que nous voyons est la lutte, une lutte radicale contre le capitalisme et son expression politique, l'Etat ; une lutte qui nous conduise à une société d'égaux, sans différences économiques ou hiérarchiques et, surtout, sans institutions, ni personne qui exerce une contrainte sur l'être humain.

Fédération anarchiste
ibérique (Madrid)

PARUTIONS

BROCHURE

Le Réseau pour l'abolition de la télévision (RAT) a édité une brochure intitulée *Les libertaires face à la télévision*. Elle présente les contributions de divers compagnons ayant fait parvenir leur opinion sur la question : « La télévision au service du pouvoir », « Pourquoi s'y opposer ? », « Quelle est l'attitude des anarchistes face aux médias ? »...

Cette brochure est en vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 30 F.

PRESSE

Le groupe Ne Plus Subir de Moselle-Bas-Rhin a édité durant l'été le n° 0 de *Ne Plus Subir*. Au sommaire : le Mexique, l'antifascisme, le chômage, l'ex-Yougoslavie, l'école libertaire d'Oléron « Bonaventure », Metz, les mineurs...

Ce numéro coûte 12 F. Abonnement pour 6 numéros : 70 F (à l'ordre de l'Association culturelle libertaire). Commandez-le à : Bernard Nihotte, BP 74, 57805 Freyming-Merlebach ou Ne Plus Subir, BP 53, 67260 Sarre-Union cedex.

Pour
« le Monde libertaire »,
un soutien efficace :
l'abonnement !

SOMMAIRE

Page 1 : L'Etat s'occupe de notre avenir... non à la démocratie blindée de Pasqua ! (suite p. 3), Echos de Russie (suite p. 4).
Page 2 : Superphénix : le coup de la panne ? Au revoir à Robert, Rendez-vous.
Page 3 : L'Etat s'occupe de notre avenir... non à la démocratie blindée de Pasqua ! (suite de la « une »), Mise en place de l'arsenal sécuritaire, Du CIP aux cons...ultations, Nouvelles du front.

Page 4 : Echos de Russie (suite de la « une »).
Page 5 : Echos de Russie (suite de la p. 4), La pauvreté de masse aux Etats-Unis (suite p. 6).
Page 6 : Pourquoi la Foire de l'autogestion ?, Associations.
Page 7 : L'imposture de Dobrica Cosic, « Lettre ouverte aux cult-bénits », « La Culture gnangnan ».
Page 8 : Les anarchistes contre le FMI, Le rôle néfaste du FMI, de la Banque mondiale et du GATT, Parutions.